

1) La position de la Cour européenne des droits de l'homme . . . . .	461
2) Quelques exemples de décisions nationales . . . . .	464
Conclusion du chapitre III . . . . .	469
Conclusion de la deuxième partie . . . . .	470
Conclusion générale . . . . .	473
Bibliographie sélective . . . . .	479

A. Rappel des notions de base . . . . .	376
B. Contrôle de la compétence du juge étranger . . . . .	380
C. Contrôle de la loi appliquée . . . . .	387
Conclusion du chapitre II . . . . .	389
Chapitre III. Le droit international privé confronté à des valeurs contradictoires . . . . .	391
Section I. Respect des cultures étrangères et respect des valeurs fondamentales du for . . . . .	391
Par. 1. Le choix des rattachements . . . . .	395
A. Rattachement du statut personnel à la religion et liberté de conscience . . . . .	395
B. Rattachement du statut personnel à la loi nationale du mari ou du père et égalité des sexes . . . . .	402
Par. 2. L'intervention de l'ordre public . . . . .	407
A. Une hiérarchie des « droits de l'homme » ? . . . . .	409
1) Les valeurs absolues . . . . .	411
a) Le droit de se défendre en justice . . . . .	412
b) L'égalité entre les sexes . . . . .	414
c) La liberté de l'être humain . . . . .	417
2) Des droits fondamentaux « moins absolus » ? . . . . .	418
a) L'égalité entre les filiations . . . . .	418
b) Certains droits récemment proclamés . . . . .	420
B. L'ordre public de proximité au service de la conciliation entre valeurs fondamentales du for et respect des cultures étrangères . . . . .	424
1) Le principe de l'ordre public de proximité . . . . .	425
2) Difficultés de mise en œuvre de la notion d'ordre public de proximité . . . . .	428
a) Absolutisme des droits de l'homme et ordre public de proximité . . . . .	429
b) La difficile détermination des liens caractérisant la proximité . . . . .	430
c) Ordre public de proximité et espace régional intégré . . . . .	434
Section II. Accès à la justice et immunités de juridiction . . . . .	441
Par. 1. Les termes du débat: droit au juge et immunités de juridiction . . . . .	442
A. Le droit au juge . . . . .	442
B. Les immunités de juridiction . . . . .	446
Par. 2. Les solutions données au conflit entre le droit au juge et l'immunité de juridiction . . . . .	453
A. Le conflit « simple »: droit au juge contre immunité de juridiction . . . . .	454
1) Le bénéficiaire de l'immunité de juridiction est un Etat étranger . . . . .	454
2) Le bénéficiaire de l'immunité de juridiction est une organisation internationale . . . . .	457
B. Le conflit « aggravé »: droit au juge et droit à la réparation pour violation d'un droit fondamental contre immunité de juridiction . . . . .	460

C. L'objectif d'intégration dans les organisations économiques régionales: l'exemple de l'Union européenne . . . . .	248
Section III. Autres mécanismes favorisant la justice matérielle . . . . .	255
Par. 1. Mécanismes correcteurs intervenant en amont de la règle de conflit: les lois de police . . . . .	256
A. Le rôle des lois de police en général . . . . .	256
B. L'impact du droit communautaire sur le jeu des lois de police . . . . .	264
1) Neutralisation des lois de police nationales . . . . .	265
2) Notion de «loi de police communautaire» et Etats tiers . . . . .	267
Par. 2. Mécanismes correcteurs intervenant après intervention de la règle de conflit: les exceptions d'ordre public et de fraude à la loi . . . . .	271
A. L'exception d'ordre public . . . . .	271
B. L'exception de fraude à la loi . . . . .	275
Par. 3. Mécanismes correcteurs intégrés à l'essence de la règle de conflit ou à son traitement procédural: le rôle de la volonté individuelle . . . . .	282
A. Le principe d'autonomie en matière contractuelle . . . . .	282
B. L'option de lois . . . . .	285
C. L'accord procédural . . . . .	293
Conclusion du chapitre I . . . . .	297
Chapitre II. Prévisibilité et souplesse, deux objectifs généraux du droit international privé . . . . .	299
Section I. Prévisibilité et souplesse dans les règles de conflits de lois . . . . .	300
Par. 1. Rattachements rigides et rattachements souples . . . . .	302
A. Droit de la famille . . . . .	304
B. Droit des délits . . . . .	311
C. Droit des contrats . . . . .	319
Par. 2. Les clauses d'exception . . . . .	327
A. Définition de la clause d'exception . . . . .	328
B. Utilité et limites de la clause d'exception . . . . .	332
Par. 3. Prise en compte de l'équivalence entre les lois? . . . . .	338
Section II. Prévisibilité et souplesse dans les règles de conflits de juridictions . . . . .	342
Par. 1. Prévisibilité et souplesse en matière de compétence internationale directe . . . . .	344
A. Des chefs de compétence plus ou moins précis . . . . .	345
1) Diversité des chefs de compétence . . . . .	345
2) La clause attributive de juridiction . . . . .	353
B. Le pouvoir exercé par le juge sur la compétence . . . . .	357
1) L'exception de <i>forum non conveniens</i> . . . . .	358
2) L' <i>anti-suit injunction</i> . . . . .	367
3) Les exceptions de litispendance et de connexité . . . . .	370
4) Le recours à la notion d'abus de droit . . . . .	373
Par. 2. Prévisibilité et souplesse en matière de reconnaissance et d'exécution des jugements . . . . .	376

Section II. Des hiérarchies parfois problématiques . . . . .	123
Par. 1. Rapports hiérarchiques entre sources formelles . . . . .	124
A. Traités et lois nationales . . . . .	125
B. Traités et constitutions nationales . . . . .	131
C. Constitutions et lois . . . . .	133
Par. 2. Rapports hiérarchiques impliquant une source informelle . . . . .	137
A. Place de la coutume internationale et des principes généraux du droit . . . . .	138
B. Place de la <i>lex mercatoria</i> . . . . .	140
Par. 3. Le principe de primauté du droit communautaire . . . . .	145
Section III. De véritables conflits . . . . .	151
Par. 1. Les conflits de conventions . . . . .	151
Par. 2. Autres types de conflits entre les sources . . . . .	155
Conclusion du chapitre II . . . . .	159
Conclusion de la première partie. Quel bilan de ce pluralisme des sources? . . . . .	160
A. Les aspects positifs . . . . .	160
B. Les aspects négatifs . . . . .	163
Deuxième partie. Le pluralisme des objectifs . . . . .	171
Chapitre I. Justice conflictuelle et justice matérielle . . . . .	173
Section I. La règle de conflit « neutre » . . . . .	174
Par. 1. La notion de règle de conflit « neutre » . . . . .	176
A. Considérations historiques . . . . .	177
B. Le sens de la « neutralité » de la règle de conflit . . . . .	181
C. La règle de conflit neutre n'est pas une règle de conflit désin- carnée . . . . .	187
Par. 2. De la difficulté de trouver l'élément de rattachement per- tinent . . . . .	193
A. Les droits portant sur des biens . . . . .	194
B. La détermination des critères de rattachement en droit de la famille . . . . .	201
C. La localisation des obligations . . . . .	212
1) Obligations contractuelles . . . . .	212
2) Obligations délictuelles . . . . .	217
Section II. La règle de conflit à caractère substantiel . . . . .	228
Par. 1. Eléments théoriques . . . . .	229
A. Le lien avec les doctrines américaines de la seconde moitié du XX <sup>e</sup> siècle . . . . .	229
B. Les techniques utilisées . . . . .	232
C. Avantages et inconvénients de la règle de conflit à caractère substantiel . . . . .	233
1) Difficultés techniques . . . . .	234
2) Inadaptation aux relations internationales . . . . .	236
Par. 2. La diversité des objectifs poursuivis par les règles de conflit à caractère substantiel . . . . .	239
A. Protection d'une politique législative . . . . .	239
B. Protection de certaines personnes présumées faibles . . . . .	246

## TABLE DES MATIÈRES

Introduction . . . . .	23
1. Confrontation entre la mondialisation et la nécessité de préserver les identités nationales individuelles et collectives . . . . .	25
2. Le caractère de plus en plus incertain des catégories juridiques . . . . .	32
Première partie. Pluralisme des sources . . . . .	45
Chapitre I. Constatation de la diversité des sources du droit international privé . . . . .	47
Section I. Les sources internationales . . . . .	47
Par. 1. Les sources non conventionnelles . . . . .	47
A. La coutume internationale et les principes généraux du droit d'origine internationale . . . . .	48
B. Les usages du commerce international et la <i>lex mercatoria</i> . . . . .	52
C. Les travaux des experts internationaux . . . . .	54
Par. 2. Les conventions internationales . . . . .	59
A. Les conventions contenant des règles de droit international privé . . . . .	60
B. Les conventions contenant des règles substantielles . . . . .	62
Section II. Les sources régionales . . . . .	65
Par. 1. Exemples de sources régionales . . . . .	66
Par. 2. Le cas de l'Europe . . . . .	70
Section III. Les sources nationales . . . . .	75
Par. 1. Les principes généraux du droit . . . . .	76
Par. 2. Les textes . . . . .	79
Par. 3. La jurisprudence . . . . .	83
Par. 4. La doctrine . . . . .	88
Conclusion du chapitre I . . . . .	93
Chapitre II. L'organisation des rapports entre les sources . . . . .	95
Section I. Des coexistences possibles . . . . .	95
Par. 1. La coexistence mesurée à l'aune de la détermination claire des champs d'application respectifs des sources . . . . .	95
Par. 2. La coexistence mesurée à l'aune des possibilités de combinaisons entre les sources . . . . .	101
A. Combinaisons prévues par un texte . . . . .	101
1) Combinaisons entre conventions internationales . . . . .	101
2) Combinaisons impliquant le droit communautaire . . . . .	104
3) Combinaisons entre conventions internationales et lois nationales. . . . .	108
B. Combinaisons réalisées par la jurisprudence . . . . .	111
Par. 3. Un problème propre au droit communautaire: la coexistence des sources confrontées à des compétences communautaires incertaines . . . . .	116

ACADÉMIE DE DROIT INTERNATIONAL  
FONDÉE EN 1923 AVEC LE CONCOURS DE LA  
DOTATION CARNEGIE POUR LA PAIX INTERNATIONALE

# RECUEIL DES COURS

COLLECTED COURSES OF THE HAGUE  
ACADEMY OF INTERNATIONAL LAW

2005

*Tome 312 de la collection*



2006

MARTINUS NIJHOFF PUBLISHERS  
Leiden/Boston